

de se syndiquer et de faire la grève. Elle envisage également l'adoption d'un barème de salaires minimums et propose à la Confédération, comme objectif lointain, la consécration du principe du salaire annuel garanti.

Parmi ses revendications d'ordre politique, la Déclaration met l'accent sur l'unification et l'intégration prochaines de l'Europe occidentale, la réadmission de l'Allemagne, de l'Autriche et du Japon dans les organisations internationales, l'adhésion aux principes des Nations Unies, le contrôle international de l'énergie atomique, le désarmement universel et l'encouragement des mouvements démocratiques contre les régimes totalitaires.

Comme force politique, la Confédération aura un rôle important à jouer dans la lutte contre l'expansion du communisme; l'un de ses buts, énoncé au préambule de sa constitution, est de « coordonner la défense des syndicats libres contre tout mouvement tendant à les détruire, à restreindre leurs droits ou à permettre aux éléments totalitaires ou autres éléments anti-ouvriers de s'infiltrer dans les groupements syndicaux pour les subjuguier ».

Les dirigeants des unions syndicales libres reconnaissent de façon générale que c'est en s'appliquant à réaliser un programme social positif, plutôt qu'en affichant une opposition purement négative au communisme, que la Confédération pourra le mieux s'acquitter de sa mission et faire contrepoids à la Fédération mondiale des syndicats ouvriers.